

Noblesse et bourgeoisie en Savoie au XVIIIe siècle

Jean Nicolas

Citer ce document / Cite this document :

Nicolas Jean. Noblesse et bourgeoisie en Savoie au XVIIIe siècle. In: Annales historiques de la Révolution française, n°231, 1978. pp. 101-108;

doi : <https://doi.org/10.3406/ahrf.1978.4469>

https://www.persee.fr/doc/ahrf_0003-4436_1978_num_231_1_4469

Fichier pdf généré le 14/01/2020

CHRONIQUE DES THÈSES

NOBLESSE ET BOURGEOISIE EN SAVOIE AU XVIII^e SIECLE

Faut-il tenter d'ordonner les motifs qui m'ont poussé un jour vers les recherches dont je présente aujourd'hui les résultats ? Il y eut l'exemple, le désir d'avancer dans les voies tracées par les maîtres contemporains de l'histoire sociale, la volonté de défricher une nouvelle parcelle du domaine jalonné par le professeur E. Labrousse et son école. Il y eut aussi, je l'avoue, le plaisir né des circonstances, c'est-à-dire la découverte de cette province de Savoie et de tout ce qu'elle recèle d'original et de vigoureux. Plus tard, le bonheur de cette rencontre s'est accompagné d'une foule d'interrogations qui ont donné du relief à une première vision trop transparente et immobile. Le XVIII^e siècle, vers lequel me portaient naturellement mes goûts et mes intérêts, semblait *a priori* sans surprise, marqué par le mythe du « bon Savoyard » jouissant d'une « honnête médiocrité » dans « la paix, la tranquillité, l'utile monotonie des usages ». Tant de garants, dont Sébastien Mercier et Joseph de Maistre, à la suite de Rousseau, avaient entonné la rustique mélodie du bonheur et de la vertu montagnarde, que le souvenir de la petite « maison blanche aux contrevents verts » inclinait inconsciemment à accepter une tradition si bien en accord avec l'harmonie des paysages et l'assurance paisible du tempérament « national ». A la suite, des générations d'érudits trop bien intentionnés, comme il en existe encore, avaient comme gommé les reliefs et transposé la fiction fénelonienne d'une monarchie paternelle assurant la concorde entre les ordres, loin du luxe corrupteur et des ébranlements du siècle.

La lecture des travaux du grand archiviste que fut Max Bruchet donna la note discordante en aiguisant la curiosité historique, éveillée par les contrastes, les clairs-obscurs et les tensions mieux que par la peinture d'une société sans conflits. Sur le thème de l'abolition des droits seigneuriaux, ses informations laissaient entrevoir une réalité nuancée, infiniment plus riche, où la Savoie des Temps modernes, inscrite dans une continuité dynamique, retrouvait une épaisseur lourde de questions et de promesses. Il m'apparaissait

* Exposé de soutenance de thèse de doctorat ès-lettres, devant l'Université de Paris-I, juin 1976.

Publiée aux éditions Maloine sous le titre *La Savoie au 18^e siècle. Noblesse et bourgeoisie*. T. I, *Au temps de Victor-Amédée II* ; t. II, *Au siècle des Lumières*, 1 242 p., tableaux, graphiques, cartes, illustrations hors texte. Diffusion : Librairie de la Nouvelle Faculté, Paris, 1978.

que le duché alpestre, pièce intégrée d'un Etat en quête de modernité, manifestait alors le plus nettement ses polarités spécifiques. L'occasion était belle de s'engager dans une « recherche frontalière », libérée des canons de l'« hexagonalité », sensible aux virtualités de l'Europe moyenne, et délibérément axée sur le relationnel.

Mon projet prenait corps : non pas saisir dans une connaissance exhaustive la totalité savoyarde au XVIII^e siècle — prétention démesurée —, mais centrer l'étude sur les groupes sociaux émergents, noblesse et roture fortunée, pour reconstituer à partir d'eux le tissu où a joué l'innovation. Une étude des élites, si l'on veut, qui ne suppose évidemment au départ aucune adhésion de principe à une vision bipartite de la société. Il faut lire dans l'annonce non l'amalgame, mais l'altérité, l'existence d'une complémentarité, d'une coexistence finalement conflictuelle, qui réintroduit d'ailleurs le troisième partenaire occulté sous le titre, mais toujours présent à l'horizon de ma recherche, les masses populaires dans leur diversité. J'ai voulu, ce faisant, être fidèle à la vision de l'histoire qui me paraît la plus éclairante : définir, selon une belle formule, « le jeu mouvant des rapports sociaux au sein des structures » (1), déceler la différence et la contradiction, observer et dater le changement.



Pour mon entreprise, la bibliographie provinciale offrait mieux que de simples repères. Dominant une masse d'études érudites, de robustes travaux de synthèse, novateurs en leur temps, ceux de Max Bruchet et de François Vermale, lançaient utilement la réflexion, en particulier sur deux points : l'étude cadastrale et l'affranchissement des fiefs. Les archives ne m'ont pas manqué : le problème était plutôt celui de la surabondance, compliqué par la dispersion des fonds, les pôles stratégiques restant les dépôts départementaux de la Savoie et de la Haute-Savoie, riches de documents de toute nature, correspondance administrative, archives judiciaires du beau fonds du Sénat, séries ecclésiastiques, papiers privés des séries F et J, mais surtout l'ensemble cadastral d'Ancien Régime, unique en son genre, et le fonds très cohérent de l'insinuation notariale. J'ai aussi exploité les archives communales d'Annecy, Chambéry, Montmelian, et d'une vingtaine de bourgades et paroisses, à la recherche des délibérations consulaires, mercuriales, emprises des vendanges, cadastres isolés. Tout naturellement l'enquête m'a conduit à Turin, capitale des Etats de Savoie, où l'*Archivio di Stato* renferme une magnifique documentation à dominante administrative et économique, mais englobant toute la vie du duché, notamment à travers la grande série des *Lettere di particolari* conservée via Alessandro Luzio. Toujours à Turin, la *Biblioteca reale*, avec ses fonds manuscrits *Storia Patria* et *Miscellanea Storia Patria*, méritait d'être longuement explorée. Les Archives d'Etat de Genève possèdent une fraction des anciennes séries notariales savoyardes, dont le tabellion de Saint-Julien, muni d'un magnifique index, et aussi d'intéressants fonds privés. A Genève encore, j'ai pu consulter à la Bibliothèque publique et universitaire des correspondances relatives à la Savoie, consacrées notamment à la naissance de Carouge et aux début du tourisme alpestre. Quelques brouilles aux bibliothèques municipales de Grenoble et de Lyon, ainsi qu'aux archives départementales du Rhône où le fonds de l'ordre de Malte comprend les dossiers des commanderies savoyardes qui relevaient de la Langue d'Auvergne. Le carac-

(1) P. VILAR, « Histoire marxiste, histoire en construction », *Faire de l'histoire*, t. I, *Nouveaux problèmes*, 1974, p. 190.

rière excentrique de ma province ne m'a pas dispensé d'aller puiser à Paris, aux Archives nationales, où j'ai consulté les correspondances des préfets du Mont-Blanc et du Léman à l'époque consulaire et impériale, les listes des plus imposés, les listes électorales, les statistiques personnelles et morales, les tableaux de gardes d'honneur avec leurs justificatifs, enfin divers documents des séries F 1, F 7 et F 9, riches en notations précises sur la dernière génération du siècle ; de même ai-je exploité ici, dans la série T, ou fonds des séquestres, les papiers Duchesne qui comprennent une bonne gerbe de correspondances et documents savoyards. Les Archives de la Guerre, à Vincennes, m'ont fourni des renseignements sur les années où le duché a été occupé par les armées du roi, à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle. J'y ai consulté aussi la série des Mémoires et Reconnaissances relatifs à la Savoie, établis par les ingénieurs géographes de l'armée impériale. Je n'ai garde d'oublier la Bibliothèque nationale, utilisée notamment pour son fonds maçonnique et tout ce qu'il livre sur les loges du duché.

A ces archives publiques se sont ajoutés de nombreux fonds privés, aux mains soit d'institutions, soit de particuliers qui tous, sans réticences, ont facilité mes recherches. Parmi les collections les plus importantes, je citerai la Visitation, le séminaire et l'Académie salésienne d'Annecy, à Turin l'*Opera Pia Barolo*, les archives des maisons nobles Costa de Beauregard, Menthon, Viry, Sales, Lannoy de Bissy, Mouxy de Loche, Chevron-Villette, les papiers de l'intendant Depassier conservés à Vulbens, le manuscrit Favre qu'ont bien voulu me communiquer les héritiers, sans parler d'autres documents familiaux d'inégale importance, mais toujours attrayants, recueillis aux quatre coins de la province.

Sources abondantes, donc, qu'il s'agissait d'organiser en fonction d'un schéma interrogatif dont je m'empresse de dire qu'il n'était pas préétabli. Son esquisse a été le résultat d'une lente imprégnation : c'est une plongée dans les documents et leur fréquentation familière qui m'ont suggéré les contours d'une réalité, c'est-à-dire les plans d'une connaissance possible — à partir de quoi on peut définir des grilles de lecture et d'interprétation. Certes, il n'était guère possible ni souhaitable de s'isoler dans la recherche, ni de méconnaître les termes du débat qui sous-tend les enquêtes actuelles : cohésion ou affrontement des élites nobiliaires et bourgeoises, intégration ou conflit, inéluctabilité de la rupture ou collaboration possible dans le cadre d'un « compromis historique ». Mais le contexte original de mon travail m'imposait de repenser à chaque instant les données du problème. Certaines séries, qui étaient homogènes, se prêtaient à une exploitation simple, de type quantitatif, à partir de méthodes déjà éprouvées. Ainsi des contrats de mariage, généalogies nobiliaires, cadastres, procédures d'affranchissement des fiefs, mercures, bans des vendanges, baux décimaux, actes d'affermage ; de même, les listes nominatives des sociétés civiques ou culturelles — conseils de ville, confréries, loges maçonniques. D'autres documents, au contraire, ont livré une matière polysémique qu'il a fallu ventiler selon les différents secteurs de l'investigation : je veux parler de la correspondance administrative, des délibérations consulaires, des archives judiciaires, des papiers privés et livres de raison, tous matériaux porteurs d'une information à facettes, diversifiée, parfois inattendue, riche de tous les éclats du vécu. Il y avait là, à foison, de quoi corriger la sécheresse réductrice des chiffres, et me faire pardonner les nombreux graphiques, cartes ou tableaux, appareil indispensable, certes, à la validité des conclusions, mais qui ne fait que sous-tendre et doubler la démonstration essentielle.



Il m'appartient mal de juger s'il y a coïncidence entre les résultats et le projet qui tendait à saisir sous tous leurs aspects les groupes sociaux émergents dans l'espace d'un siècle.

J'ai cru devoir emprunter, pour la partie de description sociographique, quelques-unes des catégories élaborées par d'autres sciences humaines, et notamment la sociologie qui a affiné le vocabulaire d'analyse des groupes selon leur double nature, statique et dynamique. Le plan adopté oppose en effet un tableau synchronique, celui des élites en Savoie au début du XVIII^e siècle (*Au temps de Victor-Amédée II*) à une diachronie ou étude évolutive des comportements sociaux et culturels des groupes en question, des années 1730 jusqu'à la veille de la Révolution (*Au siècle des Lumières*). C'est à cela que répondent les sous-titres de mes deux grandes parties : *Situations*, puis *Inflexions*. Je n'ignore pas les inconvénients d'un tel partage. Il est vrai que le point n'existe pas en dehors de la trajectoire et que jamais le mouvement ne se fige en permanences ; il est vrai que le cliché structurel est constamment « bougé », que les équilibres sont instables par définition ; que nul être ou groupe social ne se définit en dehors du temps et du devenir. Pour la commodité, il a fallu pourtant arrêter l'image de la société que je voulais saisir. Il importait, parlant de noblesse et de roture aisée, de fixer les frontières où s'inscrivait la réalité des deux groupes : importance numérique, assises socio-économiques, cohésion familiale, réseau relationnel, genres de vie, mentalités et comportements. Le problème était donc, dans un premier temps, de dépasser les singularités individuelles ou microgroupes-culaires, pour reconstituer une identité signifiante, celle de la noblesse donnée d'emblée par le statut, la position et les marques distinctives, et celle de la bonne roture, fondée sur des modes déterminés d'insertion socio-économique et confirmée, de manière plus floue, par le *consensus* du public. Cette première partie, consacrée à asseoir les positions et les rôles de la minorité possédante et influente, s'achève nécessairement sur l'évocation de l'arrière-monde qui fondait sa puissance. C'est un truisme, sans doute, de dire que l'existence des riches suppose celle des pauvres, et que les mécanismes économiques et socio-politiques fonctionnent sans neutralité, de manière discriminatoire, de façon à promouvoir ou perpétuer les privilèges effectifs. Encore faut-il le montrer. C'est pourquoi ma première partie, bien que statique, s'achève sur l'évocation de ces mouvements des profondeurs : de quel poids pesait sur les groupes constitués l'existence des autres, comment le dehors influait-il sur le dedans, et les fermentations internes sur l'image de surface ? Le chapitre « Riches et pauvres » apporte quelques éléments de réponse à ces interrogations.

La seconde partie, évolutive et dynamique, développe le constat tiré de tous les documents et témoignages : quelque chose dans le cours de ce siècle a changé dans l'équilibre de la société. Noblesse et couches roturières fortunées ont subi une série d'impulsions ou d'agressions extérieures, tant naturelles qu'humaines. Tous les phénomènes venus modifier les structures décrites dans la première partie sont ici étudiés. D'une part, les perturbations climatiques et l'inégalité des récoltes, les guerres et occupations étrangères, les variations des prix et les oscillations des mercuriales. D'autre part, l'impact du politique, le renforcement de l'Etat et de son appareil, la cadastration des années 1728-1738, le rachat des fiefs ordonné en 1771 ; car

si l'initiative étatique peut apparaître comme le reffet du changement, elle a été à son tour productrice du changement : l'originalité des transformations de structure subies par le duché — qui n'ont pas manqué de retentir sur l'être des deux groupes — tient aussi aux projets émanés d'une administration monarchique extérieure, autoritaire et novatrice, constamment soucieuse de mettre la Savoie à l'heure de Turin. Cette politique, qui entraînait une redéfinition et un amoindrissement du privilège, atteignait de plein fouet les anciennes assises.

A partir de ces ébranlements de toute nature, se développe l'analyse du mouvement de la production, de la rente, des salaires, et enfin de la propriété foncière. Ainsi se trouvent réunis les éléments qui ont commandé le devenir séculaire de chacun des deux groupes et son interprétation. Parallèlement à ces pulsions matérielles, ont joué les phénomènes mentaux. C'est un autre vaste champ d'investigations. On peut en effet tenter de répertorier les canaux variés par lesquels s'est élaboré un nouvel esprit public, une nouvelle sensibilité : l'instruction plus largement répandue, les voyages et les échanges facilités, les modes, les livres, les idées curieuses consommées avec appétit par une société laïcisée, devenue réceptive à l'« autre » et à l'« autrement » — tout ce qui a pu inoculer les ferments de l'extérieur aux milieux les plus accueillants ou les plus exposés. Le nouveau est passé aussi par le déraidissement de la vie quotidienne, et j'ai trouvé un vif plaisir d'enquête à travers les inventaires, les mémoires, les correspondances, les comptabilités privées. Tous ces documents témoignent d'exigences apparues vers le milieu du siècle, y compris dans le domaine du corps, d'une réinvention des codes alimentaire et vestimentaire, d'une redéfinition de l'habitat, et enfin, en milieu urbain, d'une autre appréhension du cadre extérieur de l'échange. La nouvelle philosophie qui a inspiré les styles de vie a modelé aussi la forme et l'esprit du contact social. Tandis que les liens traditionnels, familiaux ou communautaires, se distendent, apparaissent de nouvelles associations de regroupement, les loges maçonniques, qui ont connu un essor particulier du fait même de la position du duché, soumis au rayonnement des foyers de l'Europe illuministe, Turin et Lyon, tout proches, et, en profondeur, Dresde et Munich. L'appel du devenir ébranle les routines et les certitudes passéistes. Le rationnel et le mystique s'avancent les bras enlacés. Les « ateliers » foisonnent. Toute une génération devait s'y retrouver et y reconnaître la fraternité des utopies.



L'enquête a donc cheminé à travers une foule d'interrogations « tout terrain » qui visaient à reconstituer un milieu relationnel. Il faut maintenant présenter à grands traits les conclusions du travail. Au départ chronologique, tout s'accorde à livrer l'image d'une société cohérente et stable, dans la mesure même où les deux groupes les plus influents vivaient dans des rapports de complémentarité. Vers 1730, la noblesse est bien assise. Elle représente un peu plus de 1 % de la population du duché et possède le cinquième des terres appropriées ; à ce patrimoine foncier, qui lui procure 17 % du revenu agricole brut de la province, s'ajoute le produit des fiefs et dîmes inféodées, soit à peu près 5 à 6 % de ce même revenu. Venant parfaire les positions, les charges, emplois et bénéfices dispensés traditionnellement par l'Etat et l'Eglise. De son côté, la bonne roture regroupée sous le nom de bourgeoisie formait environ 7 % de la population — archi-

catégorie constituée par le secteur juridique et paraseigneurial, les activités marchandes, une maigre fraction artisanale, quelques talents et capacités en nombre infime, et le confortable bataillon protéiforme des rentiers de la ville et du bourg. Ils détenaient alors près du sixième des terres, un peu moins que le groupe nobiliaire, et d'un plus faible rapport. Ce qui importe, c'est de voir que la supériorité de la position socio-économique de la noblesse n'est pas du tout ressentie alors comme une contrainte par le groupe des notables. Ces derniers, du reste, s'ingèrent à tous les niveaux dans le système seigneurial dont ils ponctionnent une bonne part du prélèvement, et ils adoptent en même temps les modèles culturels nobiliaires, le système aristocratique de valeurs. L'harmonie relative de cette société « verticale » joue aussi bien pour les rapports restreints — en particulier dans la cellule familiale — que pour les relations intergroupes. Sur le plan politique, la coexistence hiérarchisée s'exprime à travers le fonctionnement des institutions. Sur le plan spirituel, la complémentarité se traduit par la vitalité des confréries et associations de piété où collaborent de même nobles et notables. Sur le plan ludique, enfin, la coexistence harmonieuse est attestée par la vigueur des sociétés de regroupement du type « chevaliers-tireurs ». Alors même qu'une crise contestataire extrêmement grave secoue les campagnes savoyardes, l'agitation paysanne n'ébranle pas la cohésion des élites. Le prestige nobiliaire et seigneurial est encore intact. La structure du fief, composé d'un écheveau de biens, de droits et de solidarités complices, reste suffisamment puissante pour exercer son attraction même sur les éléments originellement étrangers à sa nature. Par delà la mise en question des rustres, elle continue à s'imposer comme cadre, comme modèle et comme mythe.

La suite de la démonstration, développée dans la seconde partie, peut paraître paradoxale. J'affirme à la fois un immobilisme de l'économie dans le secteur rural, toujours dominant, et une convergence de tensions sociales qui ont entraîné l'effritement des solidarités initiales. Jusqu'aux dernières décennies, le XVIII^e siècle reste marqué par une lourdeur, une lenteur quasi insurmontables. La rente patrimoniale et domanio-seigneuriale piétine ou accuse même un retrait. En revanche, il est presque certain que le profit a su bénéficier des à-coups conjoncturels et de la baisse effective du salaire réel dans un contexte inflationniste. De même, tout ce qui était branché sur l'exploitation de la seigneurie s'est trouvé gagnant dans les périodes de réactivation du fief : les années 1680-1720, puis la décennie de la cadastration (1728-1738), enfin la période de l'affranchissement, après 1771. D'où le renforcement de l'archicatégorie bourgeoise, au niveau inférieur surtout, qui s'enfle d'une masse de mutants en quête de notabilité. Au plan local, les mêmes individus s'insèrent dans les filières administratives nouvellement créées. Le négoce, malgré son peu d'envergure, joue également un petit rôle promotionnel, surtout dans les campagnes. L'étude des variations de la propriété atteste ces glissements : à preuve, l'extension des grosses cotes roturières, liée au renforcement de la « paysannerie de promotion ». Par contre, au sommet, la catégorie bouge peu, engourdie dans ses avoirs et bloquée dans ses perspectives.

Quant à la noblesse, elle reste enfermée dans sa tradition rentière et seigneuriale. Les timides tentations physiocratiques ou industrielles ne marquent pas une conversion véritable : quelques rides de surface tout au plus, sur un fond qu'on ne peut pourtant pas fixer dans la permanence. Le rachat des fiefs imposé par le pouvoir en 1771 modifie les rapports sociaux en milieu rural, sans entraîner l'extinction de la seigneurie banale et justicière qui

demeure une réalité vivace. D'où une contradiction pour la noblesse : comment continuer à imposer, en l'absence du support de la dépendance économique que constituait le fief, l'image de la supériorité morale ? Cette atteinte s'accompagne d'autres facteurs menaçants. A la source, un affaiblissement démographique qui se traduit par un très sensible retrait des effectifs, de l'ordre du quart environ, la rareté relative des anoblissements (cinquante-sept seulement) n'ayant pas permis de compenser la déperdition naturelle. En même temps, le groupe vit une crise de valeurs qui atteint ses zones basses, rejetées dans l'obscurité ou la marginalité délictueuse. La frange supérieure a beau camper sur des positions intactes, la force attractive du modèle nobiliaire faiblit.

Tandis que chaque groupe évolue selon sa dynamique et ses intérêts propres, le réseau social où il s'intègre perd de sa rigidité et de sa cohérence. Tous les rôles sont mis en question. C'est la distension des liens familiaux, la rébellion des fils et des cadets, les progrès de l'illégitimité, l'affaiblissement de la pratique religieuse en milieu urbain, le souffle libéral, enfin, qui traverse la société, notamment la jeune classe politique des administrateurs et magistrats. On pouvait penser que l'identité des aspirations, issue d'une culture partagée, entraînerait, au moins pour la jeune génération des élites nobles et bourgeoises, rencontre et fusion. Or on assiste au contraire à des concurrences et tensions croissantes, au déchaînement des rivalités pour les places dans la magistrature et dans l'Eglise, peut-être même dans l'armée.

D'autant que le débat qui s'instaure autour de la question de la péréquation des tailles, puis de l'affranchissement des fiefs, polarise et gèle les antagonismes. Pour la noblesse seigneuriale, il s'agit, au sens fort, d'un désenchantement. D'où les appels lancés aux « fantômes de son historicité » (L. Althusser). D'où l'affirmation maintes fois répétée que la dépendance seigneuriale, la tradition vassalique, la hiérarchie nobiliaire et la structure monarchique forment un tout indissociable, l'affaiblissement de l'un des niveaux entraînant nécessairement, à terme, l'écroulement de l'édifice. Au-delà de leurs intérêts menacés, les nobles redécouvrent les justifications idéologiques du statut ancien et du privilège. De leur côté, les notables s'inventent, aidés par les modèles externes, une conscience de groupe désormais assimilable à la conscience de classe. Aux valeurs de la société nobiliaire, honneur, service, fidélité, mérite, se substituent les signaux de reconnaissance des consolidations bourgeoises : liberté, propriété, talent, efficacité, civisme. On est donc passé du mimétisme au rejet. D'un groupe à l'autre, le contact, même informel, devient problématique. Querelles, bagarres de rues, injures, procès, replis. Les organismes relationnels, administratifs, culturels ou festifs, sont atteints à leur tour par cette poussée d'intolérance mutuelle. Partout on veut se retrouver « entre soi », les loges seules échappant, semble-t-il, aux courants dissociateurs.

Ce n'est encore là que la fraction émergée de l'iceberg. Au-dessous, et encore plus fondamentale, l'intervention du partenaire populaire au gré d'affrontements multiples déclenchés par la liquidation onéreuse des servis, le règlement des arrérages, la mise en vente des biens communaux ou la suppression des aumônes. La chronique émeutière, qu'il fallait restituer, surprend par la spontanéité d'actions lourdes de risques pour leurs auteurs, et encore par la distance qui sépare les causes, médiocres à l'échelle locale, du moins en apparence, et les effets, paroxystiques. C'est qu'il faut investir ce hiatus de tout un contenu de rancœurs et de haines prêtes à exploser. La revendication paysanne, hier contenue, aujourd'hui libérée par la cadastration et

le rachat des fiefs, contribue à détériorer le climat entre les deux possédants majoritaires. Autre signe discret de l'irréductibilité des positions désormais : les choix « patriotiques » des deux groupes amorcent politiquement la rupture consommée plus tard par les armes. Tropisme monarchique et piémontais pour la noblesse, sympathies « démocrates » et pro-françaises pour la bourgeoisie. Ainsi, au cours de la seconde moitié du siècle, et singulièrement depuis les années soixante-dix et quatre-vingts, la dérive sociale éloigne les positions, les attitudes, les mentalités des groupes constitutifs de l'élite.

*
**

Ainsi exposée, l'analyse peut paraître bien théorique, mais j'espère avoir rendu le moins mal possible ce qui m'intéressait aussi : le tissu quotidien, une sensibilité individuelle et collective, la couleur et la saveur des choses, pour mieux déchiffrer un grand ensemble de pratiques sociales. Je n'affirmerai pas que les conclusions tirées à propos de la vie relationnelle de ce terroir-là peuvent s'appliquer automatiquement à tout autre, mais peut-être cette originalité habille-t-elle des analogies dans l'espace séculaire européen. D'autres ont déjà dit que leur champ d'étude était à la fois « unique et exemplaire »...

Enfin il est trop clair que sur nombre de points, malgré sa massivité, un tel travail présente des manques. En matière démographique, il aurait fallu analyser de plus près les comportements, préciser la composition des foyers et les rôles familiaux, multiplier les généalogies, notamment en milieu bourgeois. Sur ce même versant, l'histoire de la destruction des corps, celle de la maladie et de la mort, ont à peine été effleurées. L'étude des mentalités aurait gagné à être complétée par l'analyse catégorielle du discours testamentaire. Et tant d'autres zones d'ombre, tant d'autres voies qu'on n'a pas eu le loisir ou l'idée d'explorer ! Du reste, d'autres thèmes de recherche ne manqueront pas de surgir, car on sait bien que les questions posées au passé sont dictées par le présent. La problématique à venir relancera les interrogations.

Jean NICOLAS.